Mercredi 28 novembre 1979 – No 1 176

BP 201 75926 Paris Cédex 19. CCP 30 226 72 D La Source. 2 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Qui sont les criminels ?

« *La grève des mains coupées* », c'était en mai dernier à l'entreprise Guillouard à Nantes. Nos lecteurs s'en souviennent peut-être. Patricia, 22 ans, était atrocement mutilée à vie. Une presse de plusieurs tonnes lui avait écrasé la main. C'était le énième accident de ce genre dans une entreprise où cadences et profits écrasent doigts et mains sous les presses. Cette fois c'en était trop ! La grève était alors spontanément décidée. « *Non au boni* », « *Non aux cadences* », « *Nous voulons garder nos mains* », « *Sécurité pour les travailleurs* », voilà ce que demandaient les hommes et les femmes de chez Guillouard. Mises à pieds, demande de licenciement de deux délégués CGT et CFDT de la boite (*) telle était la réponse de la direction. La métallurgie nantaise se mobilisait alors. L'inspection du travail refusait ces licenciements, la direction de la boite n'en restait alors pas là : elle faisait appel au ministre du travail. La décision de celui-ci doit d'ailleurs intervenir dans les jours qui viennent.

Jusqu'ici, scénario assez classique de l'oppression patronale. C'est vrai. Mais depuis quelques jours, ce scénario s'est enrichi d'un nouvel épisode. Les deux délégués en question, ainsi que deux responsables locaux de la CGT et de la CFDT sont convoqués devant le juge d'instruction qui leur signifie qu'ils sont, tous les quatre, inculpés de séquestration au titre de l'article 314 du code pénal, à la suite d'une plainte avec constitution de partie civile !

Après les mutilations, les mises à pied, les demandes de licenciement... la direction de chez Guillouard fait jouer la loi anticasseurs contre les militants syndicaux !

La poursuite des syndicalistes (y compris des permanents) devant la justice comme des bandits de grand chemin amène la CGT et la CFDT à « *dénoncer l'attitude de ceux qui veulent régler les problèmes du travail en ayant recours à un procès de droit commun* » et, à la CGT comme à la CFDT, on est bien décidé à Nantes à ne pas se laisser écraser.

Une chose est claire : la répression s'accentue dans les boites. Les patrons traînent maintenant les travailleurs devant leur justice avec l'espoir de faire taire la voix de leurs organisations : les syndicats. A quand les forces d'intervention spéciales derrière les machines pour déloger les « syndicats-associations de malfaiteurs » ?

Les travailleurs qui luttent pour leur dignité ne sont pas des criminels. Les criminels, ce sont eux, les patrons, eux qui tuent et mutilent les travailleurs pour se remplir les poches ! Ce sont eux qui devraient être inculpés !

(*) Notre camarade Jeannette Pelletier, militante de notre Parti, syndicaliste active à Guillouard depuis de nombreuses années, actuellement à la CFDT, est l'un de ces deux délégués.

Correspondant Nantes

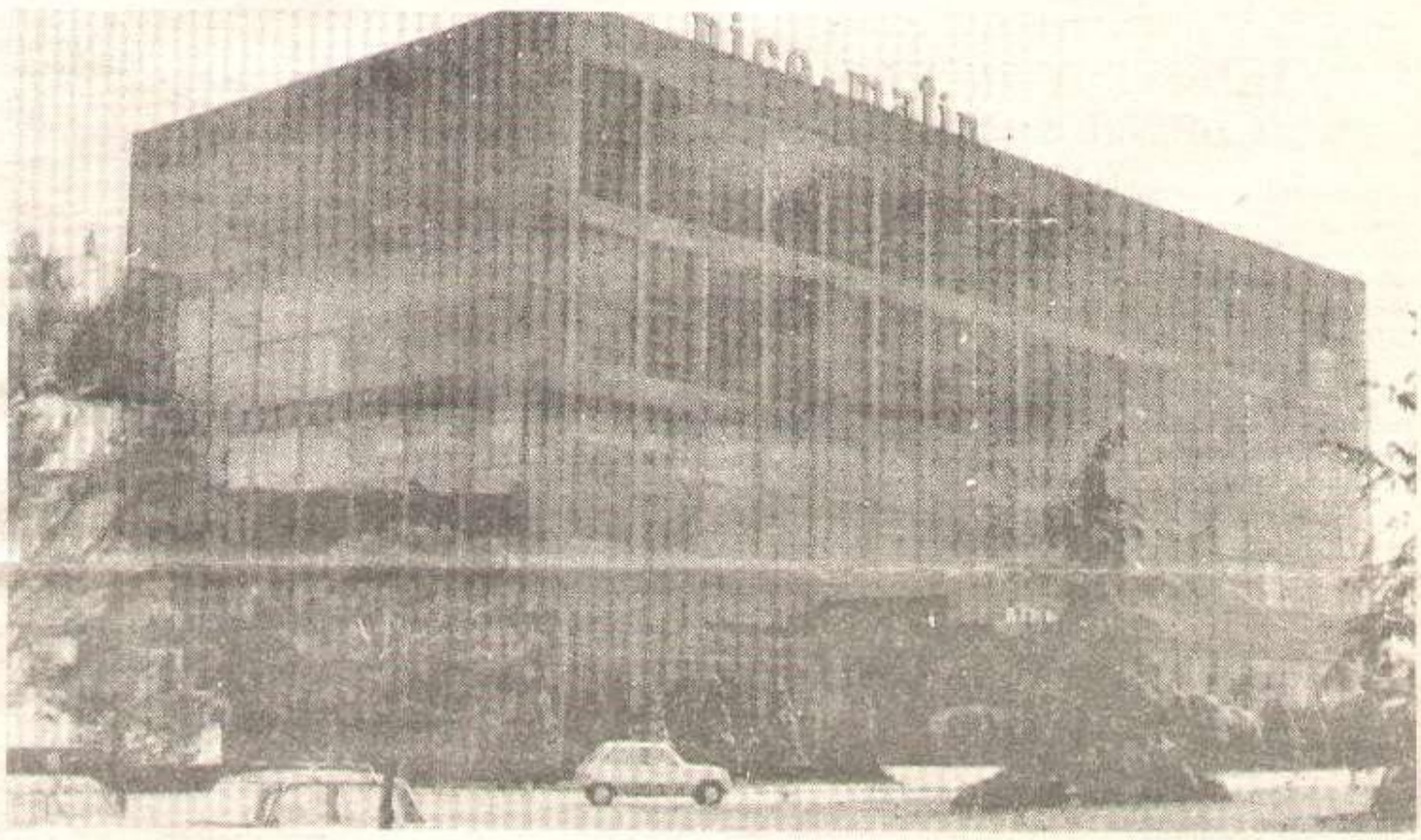
GUILLOUARD, SOLIDARITE !

L'inculpation de deux délégués CGT et CFDT de l'usine Guillouard ainsi que de deux responsables syndicaux de Nantes, au titre de la loi dite anticasseurs, constitue une nouvelle et très grave atteinte aux libertés chèrement arrachées par la classe ouvrière. Ces syndicalistes encourent de lourdes peines de prison.

Le secrétariat du PCML appelle l'ensemble de ses militants à agir sans plus tarder afin de contribuer à créer un courant de solidarité, le plus large possible, envers les syndicalistes de Nantes. Dans la CGT et la CFDT en particulier, les militants du PCML agiront en faveur de cette indispensable solidarité face à l'attaque du patronat et de sa justice.

Le Secrétariat du PCML.

Alerte à *Nice-Matin* !



– Derrière la façade rutilante de *Nice-Matin* et des installations ultra-modernes, des méthodes peu reluisantes qui rappellent celles employées par Amaury contre les travailleurs du *Parisien Libéré*.

– Autour du conflit, les « subtilités » de la « politique » rassemblent aujourd'hui Médecin et Bavastro, « ennemis » d'hier, face aux justes revendications des travailleurs.

Voir page 3

USINOR-DENAIN

Contre le coup de force d'Usinor, levée en masse

LE lundi 26 novembre 1979, la direction d'Usinor vient de perpétrer un coup de force contre les sidérurgistes qui sont encore à plus de 5 000 dans la grande entreprise de Denain. En effet, 2 500 travailleurs viennent de recevoir en même temps leur lettre de mutation. Ainsi, après deux mois d'attentisme et d'hésitation, la direction a décidé de frapper un coup et d'appliquer avec brutalité un plan de mutation qui devait être mis à l'œuvre depuis le 1er septembre dernier. La résistance des travailleurs en avait décidé autrement : dans un référendum organisé par la CGT, 1 747 travailleurs s'étaient exprimés contre les mutations (dont 1 743 pour le maintien de la fonte et de l'acier à Denain) et 14 ouvriers seulement, sur 2 000 travailleurs contactés, étaient pour. Les mutations externes s'étaient soldées par un échec de la direction après le fiasco de l'embauche à Renault Douai. L'on sait également que, par une série d'actes de résistance et d'actions de masse, des sidérurgistes étaient parvenus à obtenir le blocage du plan de mutation. La mort brutale dans un accident du travail du jeune Lionel Poix, muté de Denain à Dunkerque ne pouvait que renforcer cette conviction des ouvriers d'Usinor Denain. On le sait, licenciements déguisés, les mutations ouvrent toute grande la brèche du programme de démantèlement. C'est pourquoi dès la fin du meeting syndical, organisé ce lundi, les sidérurgistes ont envahi les grands bureaux de la direction pour manifester leur colère. L'heure est à l'action, à l'unité à la base et dans l'action.

Une nouvelle épreuve est venue pour ceux d'Usinor-Denain, épreuve contre laquelle il est nécessaire d'organiser une levée de masse. Notre Parti, quant à lui, continuera à se tenir résolument aux côtés des sidérurgistes de Denain et, plus que jamais, nous disons :

– Non aux mutations !
– Pas un seul licenciement !
– Du travail pour tous !
– La fonte et l'acier à Denain !

Rémi DAINVILLE

SOMMAIRE :

En page 2 :
Sihanouk se prononce pour la lutte armée contre l'invasion vietnamienne au Cambodge.

En page 3 :
12e congrès du PC roumain : réaffirmation d'une politique indépendante.

En page 4 :
Contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru, appel à la manifestation du 1er décembre.
Le point des négociations sur la durée du temps de travail.

En page 6 :
La Lainière de Roubaix : Pour la 3e fois depuis juillet, la Lainière de Roubaix a encore blessé.
Note de lecture : « L'Oued en crue ».

Sihanouk se prononce pour la lutte armée contre l'invasion vietnamienne au Cambodge

Par sa tournée en France et en Europe, le prince Sihanouk espère, comme il le dit lui-même dans son interview au *Monde*, donner un peu plus de « *crédibilité* » et de sérieux aux forces « *nationalistes* » hostiles à l'invasion vietnamienne au Cambodge, mais qui se déclarent également opposées aux résistants regroupés autour du gouvernement du Kampuchea démocratique.

Dans la mesure où le prince Sihanouk s'engage à appeler à la lutte armée contre l'armée vietnamienne et à créer un « *modus vivendi* » avec les résistants « Khmers rouges », cette prise de position (type 3e force) accroit l'isolement du Vietnam. *L'Humanité* de ce mardi 27 novembre, ne s'y est d'ailleurs pas trompée puisqu'elle accuse Sihanouk de ne pas se placer au côté du gouvernement pro-vietnamien de Phnom-Penh et de rêver de « *reconquérir les positions (...) perdues* », à l'instar de « tous les revanchards ». Se poser en patriote pour l'indépendance de son pays occupé par 200 000 soldats étrangers, voilà ce que *L'Humanité* appelle se comporter en « *revanchard* » !

Claude LIRIA.

Interview de l'UPAKAF, membre de la Confédération présidée par Sihanouk

Participant à titre d'observateur à la conférence mondiale de Stockholm sur le Cambodge, qui s'est tenue les 17 et 18 novembre, M. Khieu Nim, secrétaire de l'Union des patriotes du Kampuchea en France (UPAKAF), a bien voulu nous donner ses impressions sur la conférence. L'UPAKAF est membre fondateur de la Confédération des Khmers nationalistes, présidée par le prince Norodom Sihanouk, qui s'est réunie en colloque international à Pyong Yang (Corée du Nord), fin septembre.

CLAUDE LIRIA : Quelles sont vos impressions d'ensemble sur la conférence de Stockholm de soutien à la lutte du peuple cambodgien contre l'agression vietnamienne ?

– M. KHIEU NIM : Personnellement, je trouve que les résultats de la conférence sont, dans l'ensemble, assez satisfaisants. En particulier parce que la résolution finale réclame le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge. Voilà qui est positif car cela montre qu'il y a un courant qui se constitue et qui veut que les troupes vietnamiennes sortent du Kampuchea.

A propos de la résolution adoptée par la conférence sur l'aide humanitaire au peuple cambodgien, je pense qu'elle aurait dû écrire en toutes lettres qu'on pouvait adresser les aides à *toute* la population, où qu'elle se trouve : en Thaïlande dans les camps de réfugiés, à l'intérieur de la frontière cambodgienne sous contrôle des Khmers rouges ou d'autres groupes de résistance, ou encore dans les zones sous contrôle vietnamien. Je pense que la résolution aurait gagné à être plus « large ».

C. L. : Quelle est votre position sur l'invasion vietnamienne au Cambodge ?

M. KHIEU . NIM : Je suis toujours pour le retrait des troupes étrangères de notre territoire et pour une aide humanitaire à toute la population du Cambodge, sans discrimination.

Vous savez que nous ne soutenons pas le gouvernement du Kampuchea démocratique (*dirigé par Pol Pot – NDLR*). Mais je trouve positif que la résolution de Stockholm se prononce pour le droit à l'autodétermination du peuple cambodgien. D'ailleurs, la Confédération des Khmers nationalistes, dont notre Union est membre fondateur, et le prince Sihanouk lui-même demandent toujours le retrait des troupes vietnamiennes et le respect du droit à l'autodétermination de notre peuple.

Nous sommes pour l'organisation d'élections libres, sous contrôle de l'ONU, après le retrait des troupes étrangères. Personnellement, je ne dis pas que je souhaite le prince Sihanouk comme chef de l'Etat. Mais je dis que c'est au peuple de dire qui il veut comme dirigeant. On verra ce que le peuple choisira, de Sihanouk, de Pol Pot ou même de Heng Samrin, après le retrait des soldats vietnamiens.

COMMUNIQUE DE L'UNION DES PATRIOTES DU KAMPUCHEA EN FRANCE (UPAKAF)

Appel de secours au peuple cambodgien

« La guerre continue à dévaster le Cambodge. Les conséquences tragiques qui en découlent reflètent l'extrême gravité de la situation actuelle dans ce pays : la peur, la terreur, les massacres, la famine, les épidémies et les maladies des plus virulentes et mortelles (choléra, peste, malaria, etc.).

Le peuple cambodgien est menacé d'extermination.

Les secours humanitaires venant de partout dans le monde témoignent bien d'un acte de solidarité manifesté par les communautés internationales pour la survie de ce peuple.

Certes, les aides alimentaires, médicales et autres qui ne cessent d'augmenter contribuent à satisfaire en partie des besoins vitaux momentanés d'un nombre limité de Cambodgiens mais n'arrivent malheureusement pas à maintenir en vie une population toute entière dénuée de tout et surtout à résoudre le problème cambodgien.

Le rétablissement de la paix dans ce pays est avant tout un remède efficace pour sauver le peuple cambodgien de l'extermination.

A cet effet, nous vous appelons à venir manifester votre solidarité et agir :

- *Pour une conférence internationale sur le Cambodge du type de « Genève 1954 » (*) ;*
- *Pour un cessez-le-feu immédiat dans ce pays ;*
- *Pour le retrait total et inconditionnel des troupes vietnamiennes et étrangères hors du territoire du Cambodge ;*
- *Pour la normalisation de la paix dans ce pays. »*

(*) Note de l'HR et du QDP :

En réclamant le « retrait total et inconditionnel des troupes vietnamiennes », l'UPAKAF, membre fondateur de la Confédération des Khmers nationalistes, présidée par le prince Sihanouk, prend une position positive qui va dans le sens d'un isolement encore plus grand du Vietnam.

Pour ce qui est de la proposition d'une « conférence internationale sur le Cambodge », diverses interprétations sont possibles : s'il s'agit d'une conférence destinée à prendre des mesures concrètes pour obliger le Vietnam à évacuer le Cambodge, comme l'a proposé la dernière résolution de l'ONU, sa tenue peut être positive dans la mesure où elle manifestera une nouvelle fois la volonté des pays du monde de voir le Cambodge retrouver son indépendance.

Mais il serait illusoire de croire qu'aujourd'hui une solution négociée est possible, sans recours à la lutte armée. Jamais le Vietnam n'acceptera de négocier s'il n'y est pas contraint par la résistance armée, sur le terrain, de tous les patriotes cambodgiens. Seul un rapport de forces favorable à la résistance pourra créer les conditions à des négociations ultérieures.

Jiri Pelikan à Pékin

JIRI Pélikan est un ancien membre du comité central du Parti communiste de Tchécoslovaquie. Il a été exclu du Parti en 1969 et déchu de sa nationalité en 1970. Il vit en exil à Rome et a adopté la nationalité italienne. En juin dernier il était élu, comme membre du Parti socialiste italien, au Parlement européen. C'est officiellement comme tel qu'il est invité par le comité central du Parti communiste chinois, pendant une semaine en Chine.

Les entretiens portent à la fois sur la situation intérieure en Chine, sur la politique extérieure et sur le Mouvement communiste international.

Menaces de Gromyko, Schmidt minimise

« Si Gromyko avait désiré menacer, il aurait insisté pour inscrire ses menaces noir sur blanc dans le communiqué », a déclaré le chancelier d'Allemagne fédérale, Helmut Schmidt, à l'issue de la tournée européenne que vient d'effectuer le ministre soviétique des affaires étrangères. Schmidt a tenu à rassurer après la mauvaise impression laissée par les propos de Gromyko. Celui-ci, dont les déclarations ont été largement reprises par *la Pravda*, avait en effet lancé, avant de quitter la RFA samedi 24 novembre, un *« avertissement très sévère »* aux Européens, rejetant le principe de négociations ultérieures sur le désarmement si l'Europe *« s'engageait au préalable dans le cercle vicieux du sur-armement pour négocier ensuite en position de force »*. Gromyko entendait ainsi, quelques jours après le discours « dur » de Brejnev en RDA, faire pression sur les pays ouest-européens, et particulièrement la RFA, à la veille de la réunion de l'OTAN des 13 et 14 décembre prochains, pour qu'ils renoncent à l'installation sur leurs territoires des missiles nucléaires américains à moyenne portée *Pershing II*, destinés à *« rééquilibrer »* le déploiement actuel des missiles soviétiques *SS-20* qui menacent l'Europe occidentale.

Les propos de Schmidt — « pour rassurer » — n'enlèvent rien aux vives pressions dont fait particulièrement l'objet la RFA actuellement, de la part des deux superpuissances, et à sa situation vulnérable en l'absence de défense européenne commune et indépendante, alors que l'URSS développe son offensive pour s'assurer le contrôle du continent européen.

RENTREE SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE AUX COMORES

Un véritable échec

Les Comores, constitués de quatre îles, sont une ancienne colonie française devenue indépendante, sauf l'île de Mayotte.

L'Association des stagiaires et étudiants des Comores (ASEC) vient de faire une déclaration sur la rentrée scolaire et universitaire, dont nous publions des extraits.

D'APRES le communiqué de l'ASEC, cette rentrée *« aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur... est un véritable échec (...). Le droit à l'enseignement et à l'instruction (...) est totalement bafoué. (...)*

A l'échelle du pays, l'année 1979 débute ainsi :

– Aucun nouvel enfant n'est admis au cours primaire cette année ;

– Aucun collège n'a ouvert ses portes (...) ;

– Par deux fois, l'armée est intervenue pour réprimer les élèves à Mutsamudu (N'zwani) et à Mwali.

Les étudiants à l'étranger sont totalement abandonnés aux caprices des différentes administrations, sans aucune garantie.

En France :

Les anciens étudiants voient leurs conditions, déjà précaires, s'aggraver davantage. Les problèmes de logement en cité universitaire et d'inscription ne sont pas du tout résolus. Pour la seule région parisienne où se trouvent plus de 200 étudiants comoriens, le nombre d'étudiants comoriens logés en cité universitaire n'atteint pas la vingtaine.

La promotion de 1979 d'environ cinquante étudiants se trouve dans une situation plus que dramatique. Venus avec un mois et demi de retard sur la rentrée universitaire, ils sont confrontés à d'innonbrables difficultés d'inscription et de logement. Le cynisme et la désinvolture des autorités atteint le comble quand l'ambassade des Comores à Paris ne trouve rien d'autre à proposer aux étudiants pour les loger que les foyers prisons de la Sonacotra. C'est ainsi qu'à Bordeaux, 25 étudiants comoriens sont à l'heure actuelle logés dans un foyer Sonacotra, à plus d'une heure de bus du campus universitaire de Talence.

En Tunisie :

L'incurie du gouvernement comorien s'étale au grand jour (...) Aucune inscription n'est acceptée, des difficultés insurmontables de logement ; la seule issue qui leur est offerte est des stages de formation professionnelle de 6 à 18 mois. »

La situation est pratiquement identique en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Congo, à la Réunion (colonie française voisine des Comores), au Soudan, en Egypte, en Arabie Saoudite, etc.

« Au Maroc, les étudiants sont regroupés dans un camp en l'absence de toute structure d'accueil et aucune possibilité ne leur est offerte pour poursuivre leurs études. »

Dès le mois de d'octobre 1978 et pendant plusieurs mois, la jeunesse, en particulier scolaire, a entrepris des démarches et fait des propositions auprès du gouvernement comorien. Le gouvernement a répondu par la répression : arrestation, emprisonnement, bastonnade. Il a laissé la situation pourrir. L'ASEC exige le droit aux études comme le respect des droits démocratiques.

12e CONGRES DU PARTI COMMUNISTE ROUMAIN

Réaffirmation d'une politique indépendante

Le 12e congrès national du Parti communiste roumain, qui vient de se tenir à Bucarest , aura été une nouvelle occasion pour Nicolae Ceaucescu et les autres dirigeants de Roumanie de réaffirmer leur volonté de mener une politique d'indépendance, malgré les fortes pressions exercées par l'URSS.

DANS son rapport au congrès, le secrétaire général du Parti communiste roumain, évoquant la situation internationale, a notamment déclaré : *« Depuis le IIe congrès du Parti, deux tendances diamétralement opposées se sont manifestées dans la vie internationale. D'une part il y a la tendance à maintenir les sphères d'influences et de domination et à les repartager, d'autre part, il y a la tendance à mettre un terme à la politique impérialiste et à la politique du plus fort, de diktat et des sphères d'influence , pour assurer l'indépendance de tous les pays du monde et pour assurer la détente et la paix.*

Actuellement, a-t-il souligné, *le danger principal est l'utilisation des moyens militaires. Tous les efforts doivent être dirigés contre cette menace en vue d'assurer l'indépendance de toutes les nations, de promouvoir de nouvelles relations entre les États sur la base de l'égalité complète, d'empêcher que la situation internationale s'aggrave et qu'éclatent de nouvelles guerres, voire une nouvelle guerre mondiale ».*

Ceaucescu a déclaré qu'il fallait tout faire *« pour repousser une fois pour toutes la politique de force brutale et de diktat dans la vie internationale, l'intervention dans les affaires d'autres pays et la politique de sphères d'influence et d'hégémonisme, mettre fin à la domination impérialiste, coloniale et néo-colonialiste (...) ».* Ces prises de position se sont traduites dans les faits depuis de nombreuses années.

DEPUIS 1968

Ainsi, depuis 1968, date à laquelle Bucarest avait refusé de participer à l'invasion de la Tchécoslovaquie, l'armée roumaine ne participe plus aux manœuvres du Pacte de Varsovie, bien que la Roumanie en reste membre et qu'il ne soit pas question, pour le moment, qu'elle en sorte. La volonté d'indépendance vis-à-vis de l'URSS qui s'était exprimée l'an dernier, en août, par l'accueil réservé au président chinois, Hua Guofeng, s'est manifestée avec éclat en novembre 1978, lorsque Ceaucescu s'est fermement opposé aux mesures préconisées par Brejnev lors d'une réunion du Pacte de Varsovie.

C'est ainsi que les dirigeants roumains refusèrent simultanément la participation de leur pays à la course aux armements engagée par le Pacte et l'accroissement des dépenses militaires qui devait l'accompagner. Ils refusèrent en même temps la demande du Kremlin d'intégrer le commandement de toutes les forces armées des pays du Pacte en un « commandement suprême » aux mains des Soviétiques. Ceaucescu, rejetant aussi bien la perspective d'une participation aux entreprises militaires du social-impérialisme dans le tiers monde, qu'une limitation de la souveraineté rouamine, déclarait : *« Nous n'avons jamais remis et ne remettrons jamais à personne le droit de décider de la participation de l'armée roumaine à une opération militaire donnée. Le pouvoir n'appartient qu'au parlement, au peuple, au Parti et aux organismes d'État de la Roumanie ».* Depuis cette date, la Roumanie a confirmé cette orientation, par exemple, en condamnant dès la mi-janvier de cette année, par la voix de l'agence de presse *Scinteia*, l'invasion vietnamienne du Kampuchea.

Dans son rapport au congrès, Nicolae Ceaucescu a noté : *« A propos de l'établissement de la sécurité sur le continent européen, la Roumanie attache une grande importance au développement des relations de bon voisinage et de coopération avec les pays balkaniques. (...) ».* Cela s'est traduit ces derniers temps notamment par le renforcement des relations avec la Yougoslavie, souligné par la récente recontre Tito-Ceaucescu.

RENFORCEMENT DES LIENS AVEC LE TIERS MONDE

Un des aspects marquants de la politique d'indépendance de la Roumanie vis-à-vis des superpuissances et en particulier de l'URSS réside dans le développement de ses relations avec le tiers monde. A propos de celui-ci, le secrétaire général du Parti communiste roumain a dénoncé les rapports inégaux que l'impérialisme imposait au tiers monde : *« Nous estimons qu'il est nécessaire d'établir un nouvel ordre économique international, car c'est une composante de la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonislisme ».* Le renforcement des relations Roumanie-tiers monde se traduit sur le plan économique notamment par ces chiffres : les exportations roumaines en direction des pays du tiers monde, qui représentaient en 1970 10 % du total des exportations roumaines, en représentaient déjà près de 20 % en 1976, les importations en provenance du tiers monde passant quant à elles, dans la même période, de 6,6 % à environ 18 % du total des importations roumaines. Ces modifications sont allées de pair avec une réduction des échanges avec les autres pays du Comecon dont la Roumanie est aujourd'hui le pays le moins « intégré ».

Autre exemple de cette orientation : depuis 1976, la Roumanie participe, en tant qu'invitée permanente, aux travaux des non-alignés.

A noter que cette diversification des relations a accompagné la recherche par la Roumanie d'une politique de développement indépendant qui s'était traduite dès 1964 par le refus de se vouer principalement à l'agriculture dans le cadre d'une « division internationale du travail » imposée par le Kremlin.

A l'heure où l'URSS renforce ses pressions sur l'Europe, comme en témoigne le récent discours menaçant de Brejnev en RDA, la poursuite et la consolidation d'une politique d'indépendance de la part de la Roumanie, revêt une importance particulière.

J.P.G.

CONFLIT DE NICE-MATIN

Solidarité de classe !

Le conflit à *Nice-Matin*, après avoir été marqué par des violences policières qui soulèvent de sérieuses questions, voit l'entrée en lice de Médecin, un politicien qui a déjà beaucoup fait parler de lui. On le retrouve bien sûr contre les travailleurs et leur lutte, auxquels il s'en prend dans son journal *L'action Nice-Côte-d'Azur*.

LE numéro 1 de *l'Action Nice-Côte d'Azur* reproduisait l'affiche de la section du PCML : *« Alerte à* Nice-Matin : *Bavastro utilise l'informatique contre les travailleurs. Non au fichage. Défendons les libertés »*, avec la légende suivante : *« Largement placardée au mépris de l'environnement, une affiche dont la signature démontre le caractère politique du conflit. »*

En fait, cette affiche, qui a mis Bavastro en rage, et qui, depuis, est « scotchée dans son bureau, visait à soulever auprès des travailleurs la question de l'utilisation de l'informatique et de ses conséquences sur les libertés. C'était pour la section du PCML la manifestation d'un soutien de classe concret aux clavistes de *Nice-Matin*. Cette solidarité de classe est d'autant plus importante que le rapprochement Bavastro-Médecin montre que les exploiteurs savent se serrer les coudes, surmonter leurs divisions face aux travailleurs, à leurs revendications, à leurs organisations syndicales. Car il était de notoriété publique à Nice que Bavastro ne pouvait pas encaisser Médecin qui le lui rendait bien. C'était Bavastro qui se faisait l'écho de cette fraction du PR, destinée à se débarrasser d'un maire de Nice aux fréquentations bien embarrassantes pour la majorité. Mais, foin des vieilles querelles, serrons les rangs !

A titre humoristique, voici deux extraits de la prose « médeciniste ». Le premier est extrait de l'éditorial de *l'Action Nice-Côte-d'Azur* quotidienne du 24 novembre :

« Nice-Matin a le mérite d'être notre journal, de juger sans concession mais aussi sans excès la réalité niçoise et azuréenne, d'être une sorte de contrepoids raisonnable aux fabricants de sensations et de scandales. Provisoirement, Nice-Matin *s'est tu. Il en va pour lui comme il en va des hommes : le silence soudain nous fait prendre conscience de la subtilité des escarmouches et nous permet de mesurer la place qu'un grand quotidien peut tenir dans notre vie. »*

Le deuxième extrait de *l'Action Nice-Côte-d'azur*, mensuel, du mois de novembre reproduit une déclaration de J. Médecin au conseil municipal, sous le titre *« Nice-Matin s'est disqualifié » : « Mais je précise qu'en cette circonstance,* NiceMatin *s'est disqualifié.* Nice-Matin *démontre en effet son parti-pris. Ce qui, en fin de compte, rend considérablement service puisque désormais la population saura que les attaques dirigées contre moi n'ont aucune valeur et c'est une excellente politique personnelle et celle du conseil municipal avec toute l'autorité qui s'attache aux fonctions qui sont les nôtres. Mais moi, je ne bavarde pas devant un conseil d'administration, nous passons tous les six ans sous le contrôle des électrices et des électeurs et c'est à eux seuls que nous devons des comptes. »* (Applaudissements de la majorité).

Communiqué de la Fédération Française des Travailleurs du Livre

APRES la parution de *L'Action Nice-Côte d'Azur* qui soutient la position de la direction de *Nice-Matin*, la Fédération française des travailleurs du Livre (FFTL-CGT) dénonce la collusion entre messieurs Médecin et le président directeur général de *Nice-Matin* qui tente de détourner le travail qu'il doit à ses ouvriers et sa publicité dans un faux *Nice-Matin*. La FFTL dénonce l'attitude de la direction de *Nice-Matin* qui tente d'employer les mêmes moyens qu'Amaury dans le conflit du *Parisien Libéré* pour s'opposer au droit au travail réclamé par le personnel. Elle demande à toutes les sections de refuser de fabriquer un *Nice-Matin* simulé.

AUTOUR D'UN INCIDENT NOCTURNE

Questions à Jacques Médecin

LA télévision s'est largement fait l'écho des déclarations de Jacques Médecin concernant un incident nocturne qui s'est déroulé dans la nuit de samedi à dimanche dernier. De source autorisée, nous vous livrons une autre version des faits : samedi soir 24 novembre, les travailleurs de *Nice-Matin* procédaient au tirage du troisième numéro de leur journal *Les travailleurs du Livre de Nice-Matin*, à l'imprimerie La Victoire à la Trinité, imprimerie locale du PCF. Un groupe de militants communistes étaient présents afin d'assurer la sécurité du tirage. Dans la nuit, la nouvelle d'une tentative de cambriolage contre le siège fédéral du PCF les amène à patrouiller autour du bâtiment et dans les rues avoisinantes. Pas très loin de là, la mairie. Les grilles de la cour sont ouvertes, fait insolite en pleine nuit, et qui excite la curiosité de deux conseillers municipaux PCF, Jacques Victor et son suppléant, Tiberi. Un va-et-vient entre le camion, garé dans la cour, et le bâtiment, des paquets de journaux circulent : c'est *l'Action Nice-Côte d'Azur* quotidienne qui va être distribuée. Très naturellement, comme s'ils étaient diffuseurs, les deux conseillers municipaux se font remettre chacun des paquets de journaux. Rapidement repérée, leur voiture est coincée quelques minutes plus tard par la police municipale. Ils se font jeter à terre, matraquer. La Fédération du PCF a déposé deux plaintes, l'une contre le cambriolage, l'autre contre les brutalités subies par les conseillers municipaux.

Cet incident amène à poser plusieurs questions qui intéressent tous les Niçois :

— D'où viennent les fonds qui permettent le tirage de *l'Action* ;

— Est-il permis d'utiliser des locaux publics pour des entreprises essentiellement partisanes et commerciales ? ;

— Quelle célérité dans l'intervention de la police municipale et quelle brutalité ! Est-il dans ses attributions de protéger les intérêts privés du journal du maire ?

Grève au centre de tri, gare de l'est (Paris)

Depuis vendredi 23 novembre, le personnel de la brigade A du centre de tri de la gare de l'Est est en grève à cause du contrôle individuel que fait l'administration pour vérifier les fausses directions, la solidité des liasses, les erreurs d'ensachement, ainsi qu'un contrôle des cadences de tri (sur la base de 2 000 lettres à l'heure). Ces contrôles donnent lieu à l'établissement d'un cahier de fiches sur lesquelles doivent figurer le nom de l'agent contrôlé et le résultat des contrôles. Tous les centres de tri sont concernés.

Les sections CFDT au centre de tri de la gare de Nord, d'Orly CT, ont déjà dénoncé ce système.

Pour tout contact et information, on peut téléphoner à la section CFDT du centre de tri gare de l'Est : 203 53 72 ou à l'USAT : 233 61 58.

Lemme : Intervention policière

Lemme, 27 novembre à 6 heures du matin.

LA police est intervenue ce matin à Danjou pour récupérer une partie du matériel détenu par les grévistes. C'est sous les quolibets et les huées, que l'ex-directeur a mis plus d'un quart d'heure à dessouder les portes. Plusieurs dizaines de travailleurs de Lemme s'étaient rassemblés dont des militants du collectif de lutte contre le chômage de Lille. Depuis neuf semaines, les travailleurs de cette entreprise occupent pour le maintien de leur emploi.

Des militants du PCRML et du PCML présents au moment de l'intervention.

Contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru

Tous à la manifestation le 1er décembre à 14h30 à Barbès

Le 29 novembre la question des lois Barre-Bonnet-Stoléru revient devant l'Assemblée nationale. Le gouvernement poursuit ainsi le processus engagé au printemps dernier pour mettre en place ce grave arsenal législatif qui, à travers les travailleurs immigrés, frappe en fait toute la classe ouvrière, tous les travailleurs.

Le Comité de coordination des foyers en lutte, des associations de travailleurs immigrés : CTA, UTIT, des organisations de masse : CEDETIM, FASTI, MAN, CUFI, GISTI, Libération Afrique,

les comités de soutien aux foyers de Villejuif, Ivry, Montreuil et Bagnolet,

des UL et des sections syndicales CFDT et CGT appellent à une manifestation le samedi 1er décembre. Voici un extrait de l'appel :

...N'hésitons pas à continuer le combat !

Après le rassemblement français-immigrés du 29 septembre à Garges-les-Gonesse, il faut aujourd'hui hausser d'un cran la mobilisation, accentuer le travail de sensibilisation pour que se développe une réelle solidarité de classe contre les lois et leur application. Face aux attaques du pouvoir, il s'agit d'opposer un front de lutte compact de travailleurs français et immigrés.

Face à la «semaine du dialogue» organisé par Stoléru, nous organisons une contre-semaine de véritable information sur la situation des travailleurs immigrés.

QUE VISENT LES MESURES BARRE-BONNET STOLERU ?

Par ces lois, le gouvernement vise à se donner une couverture légale, juridique, permettant d'installer l'Etat de siège permanent qui pèse sur les travailleurs immigrés. Elles veulent renforcer cet état de siège, l'adapter à la situation de crise.

Après le vote l'Etat pourra, légalement, expulser tout immigré qui «menace l'Ordre Public» (c'est-à-dire qui lutte pour ses revendications), qui est au chômage plus de 6 mois, qui a un logement insuffisant pour sa famille, qui rentre en retard d'un congé. Ce sera le non renouvellement de la carte de travail-séjour selon la situation de l'emploi dans chaque département et dans la profession, ce qui équivaut à une expulsion. De plus, la circulaire Bonnet bloque l'entrée des étudiants étrangers à l'Université, leur enlevant ainsi le droit à la formation. Ces mesures prises à l'encontre des travailleurs immigrés permettent les internements administratifs, les expulsions policières tous azimuths et immédiates.

Rappelons que le gouvernement utilise de plus en plus le décret-loi de 1939 qui lui permet de dissoudre les associations d'étrangers en France.

L'APPEL DU PCRML et du PCML (EXTRAITS)

A BAS LES LOIS RACISTES BONNET-BARRE BOULIN-STOLERU

Il y a un an, le conseil d'Etat avait jugé illégal un certain nombre de mesures prises par Stoléru. Il s'agissait de stopper l'immigration dite familiale en imposant des conditions draconniennes pour l'entrée et le séjour en France des familles de travailleurs immigrés et d'«inciter» au départ volontaire à l'aide de la fameuse prime dite du «million».

De toute façon, indiquait alors Stoléru : *«Cela ne changera pas la politique du gouvernement»*. Celui-ci s'est mis fébrilement au travail ; puisque les moyens légaux ne sont pas suffisants, il n'y a qu'à changer les lois. (...)

Parmi les nouvelles dispositions en cours d'adoption, il en est de particulièrement inquiétantes. Ainsi par exemple, pourra être expulsé tout immigré qui *«trouble l'ordre public»*. Cette notion vague permet tous les abus policiers, permet par exemple de considérer comme trouble de l'ordre public le fait de manifester, de faire grève, ou tout simplement de protester contre des injustices, à l'usine ou dans la rue.

RENDRE LES IMMIGRES RESPONSABLES DU CHOMAGE

Avec le projet de loi signé Barre et Boulin qui a été soumis au Parlement, on perçoit nettement les motivations de l'offensive répressive de la bourgeoisie contre les travailleurs immigrés. A l'article 2, il est indiqué que l'autorisation de travail peut-être retirée à l'étranger qui se trouve sans emploi depuis plus de six mois. Comme l'article 4 prévoit que la carte de séjour est retirée lorsque l'autorisation de travail est retirée, cela donne le processus suivant : les patrons licencient à tour de bras, et en priorité les immigrés qui, bien entendu, ne retrouvent pas de travail. Au bout de six mois de chômage, plus de carte de travail, donc plus de carte de séjour, donc expulsion. Voilà, c'est simple et efficace. (...)

En quoi les travailleurs immigrés sont-ils responsables des fermetures d'installations dans la sidérurgie ? En quoi sont-ils responsables de la crise dans le textile, dans le bâtiment ou dans d'autres branches ? Ils sont les premiers à en subir les conséquences. (...)

UNE ATTAQUE CONTRE L'ENSEMBLE DE LA CLASSE OUVRIERE

Il ne s'agit pas seulement d'une agression très grave contre nos frères de classe. C'est un coup contre l'ensemble de la classe ouvrière que veut porter la bourgeoisie. Affaiblir ses capacités de résistance au chômage et aux bas salaires, voilà un objectif recherché. (...)

C'est donc bien à une tentative de division de la classe ouvrière que veut se livrer la bourgeoisie. Division entre les travailleurs français et immigrés et aussi entre les immigrés eux-mêmes puisqu'ils seraient classés en deux catégories : les ordinaires et les privilégiés. Les privilégiés étant sans doute ceux qui «se tiennent bien», ne font pas grève, ne manifestent pas, ne revendiquent pas. Les ordinaires étant ceux qu'il faut expulser... (...)

L'agression en cours vise tout particulièrement les travailleurs résidents des foyers qui luttent depuis quatre ans contre les conditions scandaleuses dans lesquelles la Sonacotra, l'ADEF, l'AFRP et d'autres, les parquent. (...)

L'EXIGENCE D'UNE VIGOUREUSE RIPOSTE

A cette très grave attaque contre la classe ouvrière qui frappe les travailleurs immigrés, il convient d'opposer une résistance déterminée et de masse. Des premières initiatives ont déjà été prises. Plusieurs manifestations ont eu lieu à Paris et en province. Malheureusement, elles ont été organisées en ordre dispersé, sans que soit prise en compte la nécessaire unité pour la lutte. (...)

L'heure est au rassemblement des forces, à l'unité la plus large possible pour faire échouer les projets répressifs du pouvoir.

La manifestation unitaire du 1er décembre contre les lois Bonnet-Stoléru et pour soutenir la lutte des foyers Sonacotra, doit être l'occasion de cette large unité dans la riposte. D'autres mobilisations contre les expulsions doivent se développer.

Fédérations parisiennes du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste

Secrétariat du Parti communiste marxiste-léniniste

Négociations sur la réduction du temps de travail

Depuis plus d'un an., la négociation s'est ouverte entre le patronat et les centrales syndicales sur la réduction du temps de travail. Jusqu'ici aucun accord n'est intervenu. La dernière réunion sur ce sujet a eu lieu le 15 novembre et la prochaine est programmée pour le 8 janvier 1980. D'ici là, le gouvernement pourrait intervenir soit par le dépôt d'un projet de loi, soit en prenant l'initiative de ramener l'horaire maximal de travail par semaine de 48 heures à 46 heures, soit en faisant des propositions autres aux «partenaires sociaux».

LE CNPF

Les patrons veulent bien, dans leur grande générosité, ramener la durée maximale hebdomadaire de travail à 43,75 h (calcul fait en centièmes d'heures) d'ici à 1982 soit 2 036 heures par an.

Le CNPF propose 5 jours supplémentaires de congés par an — hors des 4 semaines et des 8 jours fériés — à condition de ne jamais manquer. C'est le fameux plan individuel d'épargne congés (P.I.E.C.) de chez Citroën. Enfin, pour le travail posté, il consentirait à l'octroi de jours supplémentaires de congés d'un jour pour 50 postes et de deux jours pour 70 postes. Là aussi, la condition siné qua non est être à son poste sans aucun jour de maladie.

DU CÔTE DES SYNDICATS LA CFDT

Dans le n° 1784 de *Syndicalisme Hebdo*, la CFDT publie un encart affichable dans lequel sont exposées ses propositions. *«1) Un objectif de durée annuelle maximale du travail de 1800 heures conduisant à ce qu'aucun travailleur n'ait une durée hebdomadaire du travail supérieure à 40 heures en moyenne fin 1982»* (...)

2) Attribution de 7 jours de repos supplémentaires en plus des 4 semaines de congés payés et des 8 jours fériés. Ces 7 jours concerneront tous les travailleurs couverts par l'accord, quels que soient leurs horaires actuels» (...) *3) Réduction plus rapide de la durée du travail pour les travailleurs soumis à des travaux pénibles et insalubres»*. Un accord CFDT-CGC a été conclu sur la question des 1800 heures par an maximum.

LA CGT

La CGT a écrit sa position dans *La Vie Ouvrière* n° 1837 page 12. *«Nous avons rappelé nos revendications à ce sujet notamment une première étape de réduction à 38 h pour l'ensemble des salariés afin d'aller vers les 35 h que nous demandons immédiatement pour ceux effectuant des travaux pénibles»*. (3 questions à Lucien Chavrot, secrétaire du service confédéral d'action revendicative).

F.O.

Depuis longtemps, FO a mis l'accent sur la 5e semaine de congés payés plutôt que sur la réduction du temps de travail. Toutefois Bergeron, le secrétaire général de F.O. vient de faire savoir qu'il a demandé à Barre de tenir la promesse de ramener la durée maximale de 48 h à 46 h par semaine.

Yves LEPIC

La question des heures supplémentaires

Le patronat fait des propositions qui *«tendent essentiellement à permettre aux employeurs de faire varier les horaires de travail à leur gré, y compris de disposer d'un grand nombre d'heures supplémentaires»* (1)

Ces mesures patronales vont dans le sens de s'attaquer aux garanties collectives des salariés en ce qui concerne la limitation de la durée du travail. *«Alors qu'actuellement la loi fait obligation aux employeurs de solliciter, pour les heures supplémentaires, l'accord préalable de l'inspecteur du travail, celui-ci devant consulter les syndicats, le CNPF propose de substituer à ces dispositions une simple consultation pour avis du Comité d'entreprise, dont il ne serait pas contraint de tenir compte.*

2- Il propose que le décompte des heures supplémentaires soit établi mois par mois alors qu'actuellement, il doit être effectué dans le cadre de la semaine civile. Ainsi, un salarié qui serait absent pendant une ou deux semaines et qui, le même mois, effectuerait 50 h chacune des deux ou trois semaines suivantes ne percevrait pas de majoration pour heures supplémentaires.

3- Le CNPF propose de calculer sur une période de 24 semaines au lieu de 12 la durée moyenne maximum hebdomadaire. Cet allongement de la période de référence donnerait encore plus de latitude aux employeurs pour faire varier les horaires à leur gré» (2).

1 et 2 dans la V.O n° 1837 page 12 : 3 questions à Lucien Chavrot, secrétaire du service confédéral d'action revendicative.

Une journée réussie pour l'unité français-immigrés

LE samedi 24 novembre, la CFDT organisait à Roubaix une fête de l'immigration et des luttes internationales. Pour s'informer aux divers stands (dont celui du Collectif contre les lois racistes), pour débattre, très nombreux furent les travailleurs français ou immigrés qui passèrent dans l'après-midi avec leur famille : la presse locale avance le chiffre d'un millier.

A ce succès d'affluence, ponctué par des films, des débats, une pièce de la troupe des jeunes de la Lionderie, un sketch du Théâtre du printemps et d'autres interventions, succédera une soirée de spectacles internationale assurée par des groupes artistiques ou folkloriques de diverses nationalités. La Lyre des travailleurs participait à ce rassemblement qui démontra que le travail d'information et de mobilisation contre les lois Barre-Bonnet entamé à Roubaix depuis plusieurs mois, notamment par le collectif roubaisien contre les lois racistes et les diverses organisations qui le composent, portait ses fruits.

Seule interrogation : ce qu'aurait été cette fête si elle avait été prise en charge et organisée de façon unitaire par les forces politiques et syndicales de Roubaix-Tourcoing. Mais cette ombre au tableau n'enlève pas à celui-ci son aspect principalement positif et doit motiver au contraire un regain d'ardeur chez tous ceux qui refusent les lois racistes du gouvernement, regain d'ardeur pour travailler dans le sens d'une plus grande unité, c'est-à-dire dans le sens d'une plus grande efficacité.

Correspondant Roubaix

Le budget de la coopération voté par l'Assemblée Nationale

L'ASSEMBLEE nationale a voté le budget de la coopération.

Son montant sera en 1980 de quatre milliards dix-neuf millions de francs, soit une augmentation de 16,7 % par rapport au précédent. C'est l'un des plus forts taux de croissance enregistré dans le budget actuellement en discussion dont le taux d'accroissement global est de 14,6 %.

En principe, on devrait pouvoir se féliciter de cette augmentation substancielle du budget de la coopération, dont les bénéficiaires sont, pour l'essentiel, les pays africains. D'autant plus qu'on ne cesse de nous dire que le développement économique de ces pays est considéré par la France comme la priorité des priorités. Oui, mais voilà, nos gouvernants estiment que tout cela passe d'abord par la stabilité et la sécurité des pays intéressés.

Concrètement, cela veut dire que l'assistance technique militaire représentera 14,40 % de ce budget, soit un accroissement de 23,60 % par rapport à l'année précédente. Dans cette enveloppe, l'aide à la formation des cadres augmentera de 41 % et l'aide en matériel de 32 %. Pour l'équipement léger, celui qui peut notamment être utilisé pour le maintien de l'ordre, cette augmentation sera même de 54 %.

Autre forme d'aide également en augmentation, les aides dites budgétaires. Il s'agit en fait de participations directes aux budgets des Etats concernés. Le quart de ces aides a servi en 1979 à payer les fonctionnaires de certains pays africains dont ceux de l'Empire Centrafricain. Ces deux formes d'aide pèsent lourdement sur le concours financier que la France peut apporter au développement pourtant considéré comme la priorité des priorités.

Ces crédits au développement augmenteront bien dans le prochain budget mais de 11,14 % seulement. Compte tenu de l'inflation cela signifie qu'en fait, ils reteront au même niveau. Les crédits d'action culturelle seront même brutalement freinés, puisque leur augmentation ne sera que de 3,6 %. Pourtant tous les Etats africains réclament plus d'enseignants et de techniciens mais leur nombre diminuera, passant de 11.499 à 11.148 l'an prochain.

Tous ces chiffres prouvent que, malgré les déclarations officielles, le pouvoir giscardien se préoccupe peu du développement des Etats africains soumis à sa coopération. Ce qui l'intéresse par-dessus tout, c'est leur stabilité politique nécessaire au développement des profits des monopoles français.

PROLÉTARIAT

VA PARAITRE

PASSEZ VOS COMMANDES, ABONNEZ-VOUS !

Abonnement 1 an	**52 F**
Abonnement de soutien	**80 F**
Abonnement 1 an + 4 numéros précédents	**70 F**

Chèque bancaire à l'ordre de PROLÉTARIAT

Chèques postaux à l'ordre de PROLÉTARIAT CCP 2130 89 H Marseille

Bulletin à envoyer à PROLETARIAT BP 320 13213 Marseille Cédex 1

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner à partir du N° .....

Je souscris à l'offre spéciale 1 abonnement + 4 numéros précédents (*).

Je verse la somme de .....

NOM .....

ADRESSE (écrire en capitale) .....

.....

CODE POSTAL .....

VILLE .....

(*) Rayer la mention inutile.

BUTIONS.... CONTRIBUTIONS .... CONT

Sur la question de Staline et du MCI (Mouvement Communiste International) :

Garder une juste attitude matérialiste dialectique

Chers camarades,

VOICI une contribution personnelle pour la rubrique *« Préparons le 4e congrès »*, au sujet de la question de Staline. Cette contribution répond à l'article d'un camarade intitulé *« Contre l'attitude unilatérale sur la question de Staline »*. Je voudrais, en effet, compléter quelques-uns des points de vue de ce camarade.

Si je considère, comme lui, que dans la période où Staline a dirigé le PCb de l'URSS, ce sont les aspects positifs qui l'emportent, je ne vois pas en quoi notre presse a eu, ces dernières années, une *« attitude unilatérale »*. Au contraire, il me semble qu'*elle a enfin et très justement rompu avec l'attitude unilatérale* qui consistait, dans ce domaine, à s'étendre longuement sur les *« 70 % de réussite »*, en passant sous silence les *« 30 % d'erreurs »* ou, à la rigueur, en y faisant des allusions aussi vagues que discrètes. Car le fait que l'on puisse estimer à 30 % le pourcentage d'erreurs ne signifie nullement qu'il s'agisse d'aspects, de questions secondaires, à moins qu'on ne considère comme secondaires, pour un parti communiste, les questions du centralisme démocratique, du respect des nationalités et de l'indépendance nationale, de la démocratie socialiste, des rapports entre partis « frères ».

Il n'est évidemment pas question ici de se livrer à une analyse exhaustive des mérites et des erreurs de Staline et du PCb, comme l'indique le camarade, il faudra pour cela une étude et une enquête très longues et très difficiles, car beaucoup d'éléments resteront cachés longtemps encore. Il est cependant indéniable que certains faits sont connus, même s'ils ont pu être « montés en épingle » par la presse bourgeoise anticommuniste. Il y a bien des aspects positifs *(consolidation de la révolution, développement des forces productives, victoire contre le fascisme)*, mais aussi des aspects négatifs *(violations du centralisme démocratique, procès des « généraux », des « médecins », violations de la démocratie socialiste, annexions de territoires étrangers en 1945, conception du parti « père » dans le Mouvement communiste international...)*. *Aujourd'hui, ce qui* est important, c'est justement *de ne pas se fermer les yeux sur ces erreurs ou ces crimes*, comme on l'a trop souvent fait par le passé, en opposant de façon simpliste les aspects positifs les plus importants. Il faut parler des deux en ayant le courage d'analyser les erreurs pour deux raisons :

— 1) La première, c'est que certaines de ces erreurs ne sont pas propres à Staline ou au PCb, mais qu'elles ont été pratiques courantes dans les partis occidentaux, devenus révisionnistes. Il y a eu des procès de Moscou à Paris (voir André Marty). Ce n'est peut-être pas Staline en personne qui avait la main haute sur tout cela et qui *« dictait ses volontés »*, comme le disent certains, mais il y a en tous cas une similitude dans les méthodes et les pratiques qui méritent réflexion et analyse. Cette réflexion et cette analyse concernent tout parti communiste qui se préoccupe sérieusement *de la question du centralisme démocratique* en particulier.

— 2) La seconde, c'est que, s'il y a bien sûr une campagne idéologique anticommuniste de la bourgeoisie sur cette question, il y a aussi dans notre peuple, et plus particulièrement parmi ses éléments les plus progressistes, un attachement pour certains acquis démocratiques et une passion pour la liberté qui font qu'il est difficile de s'en tenir au silence complice sur une question aussi grave. Je m'explique : il semble que *longtemps, pour ces éléments progressistes, nous sommes apparus comme ceux qui, de fait, soutenaient les erreurs commises en URSS du temps de Staline*, et que cela a coupé bien des ponts entre eux et nous. On pourrait dire que ces gens sont plus attachés à la démocratie bourgeoise qu'à la dictature du prolétariat. Je ne le pense pas : beaucoup aspirent sincèrement au socialisme, et ce serait avoir bien du mépris pour les droits démocratiques souvent payés par le sang de notre peuple que de les traiter de façon aussi simpliste.

Je suis bien d'accord avec le camarade pour dire que *« seule la vérité est révolutionnaire », mais à condition de dire toute la vérité, de ne pas tronquer ou falsifier les vérités « gênantes »*. Il ne sert à rien de vouloir cacher certaines réalités historiques, pas plus que de gommer des têtes sur des photographies : on ne peut pas refaire l'histoire. Occulter les aspects négatifs, c'est aussi laisser libre le terrain sur lequel peuvent se développer de nouvelles erreurs. N'y aurait-il que 1 % d'erreurs, il faudrait en parler, les analyser et les critiquer avec sérieux. *Un exemple* : la caractérisation de Tito comme agent impérialiste, et comme *fasciste*. En se penchant sur les textes de l'époque, on se rend compte que si la première accusation peut à la rigueur se comprendre (encore que la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY) ait été poussé à développer ses relations avec l'Ouest par les pratiques du MCI à son égard), la seconde, celle de *fasciste*, n'a jamais pu être étayée par une argumentation sérieuse. Et pourtant de nombreux PC occidentaux ont emboité le pas au PCb sur cette question (Cf. : *les Cahiers du communisme* à l'époque, 1952, No 1 : *« Deux laquais des agresseurs impérialistes : Tito et Franco »*; No 6, 1951 : *« La clairvoyance du parti bolchévik et les crimes de la clique fasciste de Tito »* etc.). Aujourd'hui, quand on étudie l'histoire sérieusement, avec une enquête véritable, on se rend compte que de telles accusations étaient sans doute érronées. Mais pourquoi ? N'est-ce pas une question importante ? *N'est-il pas capital d'éviter de refaire de pareilles « erreurs » ?* Réfléchir sur cette question c'est faire un effort pour lutter contre le subjectivisme,le suivisme, pour s'en tenir à une enquête patiente et sérieuse, pour poser des questions capitales sur le socialisme à notre époque. D'ailleurs, la question des rapports entre partis que nous pose la Yougoslavie est finalement une de celles où nous pouvons trouver le plus d'éléments en Occident. Il ne faut pas fermer les yeux sur les erreurs. *Que font aujourd'hui les camarades chinois ?* Se livrent-ils à une démaoisation ? Rejettent-ils l'apport considérable de Mao Zedong au marxisme-léninisme ? Certainement pas. Tout simpelment, ils analysent en marxistes-léninistes leur propre histoire, en gardant une *juste attitude matérialiste dialectique*. Et ils n'hésitent pas à se pencher sur les erreurs qui ont pu être commises depuis la révolution, y compris par Mao. Car, ils comprennent bien que leur histoire, c'est aussi l'histoire de leur erreurs, et que de leur capacité à les comprendre dépendront beaucoup de choses à l'avenir. J'ajouterai que ce courage pour regarder la réalité en face, pour rejeter l'idéalisme, le subjectivisme et le gauchisme, me rend très confiant dans l'avenir du socialisme en Chine. Dire qu'il y a eu des erreurs c'est un point, mais les expliquer c'est encore mieux.

Je voudrais ajouter que même si la question de Staline n'est pas une préoccupation des masses populaires de notre pays, elle me parait loin d'être un simple débat d'historiens du marxisme. Elle est au contraire très importante, car elle nous interroge sur les questions du centralisme démocratique, de la démocratie socialiste, du socialisme en général, des rapports entre partis, de l'attitude à avoir face aux erreurs. Questions d'autant plus importantes que la période stalinienne a, qu'on le vueille ou non, marqué de son empreinte le MCI tout entier, les PC occidentaux, devenus révisionnistes, le PCF en particulier.

Donc non à l'attitude unilatéral : ayons le courage de parler des erreurs qui sont à la base de questions-clés pour le Parti, la révolution, et le socialisme.

syndiqué SGEN-CFDT 28 ans, professeur de CET,

L'oued en crue

« Il me faut montrer cette mère, cette Algérie exploitée, humiliée, martyrisée, cette mère algérienne, cette femme âgée et vénérable, il me faut jusqu'au bout suivre ses pas, écouter son souffle, jusqu'au bout, sinon pourquoi aurais-je entrepris ce livre ?... »

Ce qu'elle écrit à la page 117 de son livre, Bedya Bachir l'a mené à bien et comment. Sur la couverture, il n'y a pas marqué roman mais récit. Quand on dit c'est du roman, ça signifie, c'est inventé, mais quand on parle de récit, on pense à récit d'une chose vécue. On sent que Bedyia Bachir, petite-fille de fellahs et fille d'ouvrier agricole, a mis sa vie et son expérience dans ce livre. C'est ce qui en fait la force. L'histoire de Houria, cette mère algérienne, c'est l'histoire de la révolte du peuple algérien. Le récit évolue de 1940 à 1960. Houria qui vit dans la Casbah d'Alger perdra tour à tour son fils ainé, puis son mari et enfin son deuxième fils. Mais ces deuils, loin d'engendrer la résignation vont susciter chez elle une révolte qui la fera se porter à la tête d'une manifestation dans la Casbah.

Une fois qu'on l'a commencé, on n'arrive plus à reposer ce livre. Il est très dense, très riche en événements et en leçons. C'est d'abord une description impitoyable du système colonial. A travers des petits faits, des événements, des actions, apparait la barbarie du système colonial. Un système basé sur la spoliation, le pillage, l'exploitation forcenée. Les colons qui traitent les Algériens comme du bétail, ou des sous-hommes. Ainsi, on comprend le problème des petits paysans spoliés qui émigrent vers les villes avant d'émigrer plus loin vers la France. Les milieux d'affaires aussi sont montrés ainsi que leur prise de position par rapport à la lutte du peuple algérien. Etranger en son propre pays, c'est la situation de Mouloud lorsqu'il revient en Algérie en 1956. A cette occasion, Bediya Bachir décrit avec force la dure condition des travailleurs algériens en France dans les années 1950, conditions qui n'ont guère évolué depuis.

Un des grands intérêts du livre est de montrer les méandes de la prise de conscience anticoloniale. Mouloud est d'abord violemment antifrançais ; progressivement il découvre qu'il a des alliés chez les travailleurs français. Cette nécessaire alliance entre les ouvriers exploités par l'impérialisme français et le peuple algérien est symbolisée par l'union entre Simone et Aït Idir qui deviendra combattant du FLN.

A travers le combat d'Aït Idir dans le maquis, c'est la guerre du peuple qui est décrite, des soldats qui se battent pour libérer leur pays persuadés que leur cause est juste. On sent à la lecture du livre que la lutte du peuple algérien fait partie du grand mouvement d'émancipation des peuples du tiers monde après la Deuxième Guerre mondiale : en 1954 a lieu la chute de Dien Bien Phu et le déclenchement de l'insurrection algérienne. Le livre se termine sur l'image de Zorah et de Houria prenant ensemble la tête d'une manifestation. La mère et la fille unies dans le même combat, la prise de conscience des femmes algériennes !

Mais je vous en ai trop dit sur ce livre. A vous de le découvrir.

Léon CLADEL

Débat à la FNAC sur la littérature algérienne

Récemment s'est tenu à Paris, au Forum des Halles, à la FNAC, un débat sur la littérature algérienne avec, entre autres, Nabile Fares, Rachid Boudjedra et Jacques Jurquet, qui représentait Bediya Bachir pour son livre *« L'Oued en crue »*.

Plusieurs sujets furent abordés dans ce débat et, en particulier, les difficultés que rencontre la littérature dans un pays qui a été occupé durant 130 ans par les colonisateurs. En effet, dans les pays du tiers monde, où beaucoup de gens ne lisent pas leur propre langue, nombre d'auteurs se tournent vers le cinéma. On aborda aussi le lien entre littérature orale et littérature écrite en Algérie ainsi que l'expression en langues berbère et kabyle. Jacques Jurquet, qui représentait Bediya Bachir, cita le poète marocain Abdelatif Laabi, actuellement en prison : *« La langue d'un écrivain n'est pas le français ou l'arabe, c'est sa propre langue. »* Il expliqua que ce débat sur la langue résultait de l'acculturation coloniale. Lui-même avait, selon ses propres termes, servi de stylo à Bediya Bachir qui, du fait du colonialisme français, ne savait pas s'exprimer littérairement en arabe. Bediya Bachir lui avait dicté le contenu de son livre. Bien qu'écrit en français, ce livre reflète la lutte du peuple algérien contre le colonialisme français vu par quelqu'un, une militante, qui y a pris part. Il n'en souligna pas moins l'importance du combat pour une littérature en langue nationale avec un contenu puisé dans la réalité du pays. Le rôle d'un écrivain du tiers monde et sa place dans la société indépendante furent aussi abordés.

IMPOTS 80

La note est salée

Les impôts à payer pour l'année 1980 viennent d'être entérinés par le Parlement. Giscard-Barre ont dû introduire quelques modifications aux mesures proposées en première lecture aux députés et qu'ils avaient repoussées, en particulier en ce qui concerne le barème de l'impôt sur le revenu. Modifications, on s'en doute, infimes qui ne viennent rien changer à l'affaire : la note est salée. Regardons de plus près ce qu'il en est.

L'IMPOT SUR LE REVENU

Par rapport au budget précédent, l'impôt sur le revenu doit augmenter de 14,7 % alors que l'impôt frappant les firmes — l'impôt sur les sociétés — n'augmente, lui, que de 3,9 %.

La règle qui nous gouverne : *ne pas corriger en totalité les tranches du barème du taux de l'inflation.* Cela très concrètement signifie : hausse de l'impôt alors que le pouvoir d'achat a été rogné avec la hausse des prix, des cotisations sociales...

Dans le premier projet présenté au Parlement par Barre, il fixait à 8 %, pour les huit premières tranches du barème, la correction de l'inflation alors que celle-ci avoisine les 13 %. Les modifications apportées sont les suivantes : les deux premières tranches seront relevées de 10 % (au lieu de 8 %) et les deux tranches suivantes de 9 % (au lieu de 8 %). Donc les quatre premières tranches de l'impôt pour les plus petits revenus, ainsi que les quatre suivantes, ne sont pas relevées d'un montant équivalent à la hausse des prix, qui est de 13 % environ.

LES PLUS BAS REVENUS LES PLUS FRAPPÉS

Ce sont les catégories à bas revenus qui sont le plus durement frappées par l'impôt direct parce que la correction de l'inflation ne se fait que pour partie et que le pouvoir d'achat du salaire net perçu par un smicard a baissé de 1 % en raison du relèvement des 2,5 % des cotisations sociales de janvier 1979 à août 1979. Ceci rentre en contradiction flagrante avec les propos démagogiques comme les *« réductions d'inégalités »*, *« Solidarité »* ou *« équité »* qu'affichent Barre et Giscard.

Mais si ce sont les plus bas revenus qui sont le plus amputés par l'impôt, cela ne signifie pas pour autant que les catégories à revenu moyen, les cadres inférieurs, soient épargnés. Les barèmes, pour eux, ne suivent pas non plus l'inflation, le prélèvement fiscal est aussi important : la majoration d'impôt excède les 13 %.

HAUSSE DE TOUTES LES TAXES SUR LA CONSOMMATION

D'autre part, le budget 1980 prévoit une hausse des diverses taxes sur la consommation, hausses si importantes qu'elles en font même une caractéristique propre à ce budget !

— La redevance relevée de 6,4 % ;

— Les vignettes dont toutes les majorations sont supérieures à la hausse des prix, en particulier plus 16,7 % pour les autos de moins de 5 CV et celles de 8 à 9 CV. Or, ces véhicules constituent 79,1 % du parc automobile français ;

— Sans parler de la création de la vignette sur les grosses motos ;

— Les droits sur les alcools vont de 20 % jusqu'à 50 % pour les bières, vins, cidres, etc. ;

— Hausse des tabacs de 15 %.

Ces quatre taxes sur la consommation constituent une aggravation de la pression fiscale venant se surajouter à celle de l'impôt sur le revenu, celle de la TVA (plus 14,2 %) et aussi des impôts locaux. On estime de 1,5 % à 2 % l'amputation du pouvoir d'achat opéré seulement par ces quatre taxes.

Comme près de 70 % des recettes fiscales proviennent des impôts indirects dans la structure de la fiscalité française, tous fixés en hausse vertigineuse et venant se cumuler avec les majorations des impôts directs (impôts sur le revenu et impôts locaux), on mesure l'ampleur de l'offensive contre le pouvoir d'achat des travailleurs.

Catherine LEMAIRE

Pour la 3e fois depuis juillet, la lainière de Roubaix a encore blessé

NOUS reproduisons ici les déclarations faites, au journal régional, *Liberté*, par Claude Vernez, délégué CGT de la Lainière. Voici ces déclarations : *« Mercredi 21 novembre, à 19 h 30, Yamina Argas, 22 ans, qui habite Liévin et qui travaille sur la lisseuse numéro 12 a eu un accident du travail. Dans ce service, les lisseuses 11 et 12 sont des prototypes sur lesquels sont essayées de nouvelles méthodes de travail : en fait il ne faut plus qu'une ouvrière au lieu de deux auparavant. A la sortie de la machine, la mèche tombe dans des containers au lieu d'être boudinée sur place. Mais il y a autant de manutention qu'avant. De plus, après chaque changement de partie, la mise en route est immédiate, il faut se débrouiller pour arriver à réaliser le nettoyage nécessaire. Et cela entraine une nouvelle surcharge pour un travail déjà intensif.*

Yamina, en voulant passer une mèche dans le cylindre de pression (fort de plusieurs tonnes) a eu trois doigts de la main gauche complètement écrasés. Conduite à l'hôpital de Roubaix, elle a été transportée ensuite à l'hôpital de Liévin où elle a subi une intervention chirurgicale. Une fois de plus, il faut noter l'attitude de la direction de la Lainière qui a voulu faire le silence sur cet accident.

Les délégués CGT de l'équipe de l'après-midi, avertis par les ouvrières du service, ont ouvert une enquête. Et là, ils constatèrent, comme la direction a dû le reconnaitre, que les protections devant les cylindres de pression sont toutes déréglées, sur toutes les machines du service. Qui plus est, Yamina à peine dégagée de sa machine, celle-ci fut remise en route, tandis que l'on ordonnait à un autre travailleur immigré dans les minutes qui suivirent, de remplacer sa camarade de travail. La direction ne s'était même pas préoccupée de connaitre la cause de l'accident. Suite à cet accident, l'inspecteur du travail est venu sur place, constater les faits ». Pour imposer à la direction des mesures de sécurité, l'ensemble des travailleurs du service lissage a débrayé vendredi 23 novembre de 17 h 30 à 18 h à 100 % à l'appel de la CGT. En effet, aucun travail n'avait été fait pour améliorer la protection. Il y a très souvent des accidents à la Lainière. Ceci n'est nullement une fatalité. La course à la rentabilité des patrons de la Lainière a pour conséquence soit les licenciements soit des conditions de travail de plus en plus dures.

Photo extraite du film réalisé sur les ouvrières de la Lainière : Mais qu'est-ce qu'elles veulent ?

Ce n'est pas non plus un hasard si c'est une jeune fille venant du bassin minier qui a subi l'accident. Ce sont ces travailleuses qui ont les postes de travail les plus pénibles pour les salaires les plus bas. Ce n'est pas un hasard non plus si c'est un travailleur immigré que l'on a remis immédiatement sur la machine non réparée. Les travailleurs immigrés qui sont venus dans les années 1960 pour permettre la généralisation du travail de nuit à la Lainière, font aujourd'hui les frais de la politique de restructuration de l'entreprise. Plus que jamais, doit retentir dans les ateliers le mot d'ordre *« Français-immigrés, solidaires »*, *« A travail égal, salaire égal »*, *« Sécurité d'abord »*.

Correspondant Roubaix.

DIJON

Manifestation de soutien à l'Alsthom

MERCREDI 21 novembre a eu lieu à Dijon une manifestation de soutien aux grévistes de l'Alsthom regroupant environ 200 personnes, à l'appel de l'UD-CFDT et du Parti socialiste.

S'il s'agissait d'une initiative positive, on peut regretter que le caractère restreint de l'appel en ait limité l'ampleur. En effet, le PS qui avait eu l'initiative de l'appel ne l'avait proposé qu'à la CGT, la CFDT, la FEN et le PC. La CGT et le PC ont refusé pour ne pas avoir l'air de suivre le PS.

A ce demi-échec dû à des querelles de boutique, on peut opposer les manifestations de plusieurs milliers de personnes qui a eu lieu il y a quelques mois, à l'appel commun de la quasi-totalité des organisations politiques, syndicales, familiales, etc., de gauche et d'extrême-gauche, pour la solidarité aux résidents Sonacotra.

Correspondant DIJON

Tenue du 3e congrès de l'URI-CFDT-Bourgogne

LES 16 et 17 novembre s'est tenu à Dijon le 3e congrès de l'Union régionale interprofessionnelle CFDT de Bourgogne qui recouvre les quatre départements de la Côte d'Or, la Saône-et-Loire, la Nièvre et l'Yonne. Son influence électorale y était en 1976 de 18 %, allant de 22,8 % en Côte d'Or, à 9,4 % dans l'Yonne (CGT : 49 %).

La CFDT a connu une progression importante ces dernières années dans cette région et a encore maintenu ses effectifs l'an dernier où s'est amorcée au niveau national une tendance à la désyndicalisation.

Si ce congrès n'a pas eu le caractère passionné de certains congrès de ces dernières années, des débats importants y ont pourtant eu lieu notamment sur la nécessité de mettre l'accent sur des « propositions industrielles » ou sur un changement de système politique. Il est apparu que, sans que cela se transforme en opposition ouverte, une majorité de syndicats avaient de sérieuses réticences quant à la politique confédérale de recentrage, particulièrement en Côte d'Or. L'ouverture vers FO a été aussi violemment critiquée par des militants montrant son rôle de syndicat patronal dans la métallurgie (à Peugeot-Dijon, le responsable syndical CFDT a été licencié grâce aux voix FO au CE), dans le bâtiment, à la SNCF, insistant sur l'unité nécessaire avec la CGT.

La solidarité ouvrière a été aussi à l'ordre du jour par des interventions sur l'unité Français-immigrés, un appel à la solidarité et une collecte pour l'Alsthom dont des représentants étaient venus.

En conclusion, une région CFDT où l'accent est mis sur la lutte à mener sur le tas.

Correspondant DIJON

Licenciements dans l'automobile

AUX USA, General Motors, Ford et Chrysler ont décidé de fermer 15 des 66 usines des trois groupes. Ce chômage imposé aux travailleurs durera d'une à deux semaines. Actuellement, 37 500 ouvriers sont déjà au chômage technique.

Cette mesure portera leur nombre à environ 100 000. Ces mesures anti-ouvrières s'accompagnent d'une relance de la vente des véhicules. Ford offrira, selon les modèles, de 1 000 à 3 000 dollars de primes aux acheteurs et distributeurs. Chrysler accordait 300 dollars de remise aux clients et veut accorder 200 dollars aux distributeurs. Les stocks de Chrysler sont de 800 camions et 5 000 voitures.

On voit que les capitalistes US ne reculent devant aucun moyen pour léser les travailleurs et vendre leur sale camelote.

PEUGEOT a décidé de licencier purement et simplement 1 500 personnes dans l'usine de Linwood, en Ecosse. Les premiers licenciements prendront effet le 14 décembre 1979. 1 250 ouvriers, 100 employés et 150 cadres sont concernés.

Il est passé par ici, il ne repas sera pas par là

IL est passé par ici, il ne repassera pas par là ! Eh oui, Giscard est venu en Aveyron ; après François 1er, De Gaulle, voici « notre » Valéry. Il est venu dans notre département (à Rodez et à Villefranche-de-Rouergue) pour prendre la température et on peut dire qu'il l'a prise, car malgré toutes les dépenses qui ont été faites (on parle de 120 millions d'anciens francs à Rodez pour 4 heures de présence), la population n'était pas tres présente au rendez-vous (quelque 1 000 personnes à Rodez sur 40 000).

Et pourtant ce voyage aura été bien préparé : drapeaux distribués aux enfants, places réservées aux anciens combattants, aux bonnes sœurs et aux enfants des écoles privées, regoudronnage du foirail de Rodez (l'hélicoptère présidentiel s'y est posé), envoi d'invitations aux habitants des alentours de Villefranche et de Rodez, repas « pantagruélique » à Rodez ; mais aussi un déploiement de forces extraodrinaire (CRS, soldats), fouille des maisons situées sur le parcours du président, etc.

Non, Valéry ! Ce jour-là, « la France profonde » n'était pas au rendez-vous, car la vraie « France profonde », celle des travailleurs et des petits paysans, était présente.

A Rodez, alors que près de 1 000 à 2 000 personnes rassemblées à l'appel de la CFDT, CGT, FEN (il y avait aussi les paysans du Larzac) attendiaent Giscard sur son itinéraire pour lui dire les vérités actuelles : *« Chômage, vie chère, impôts, ras-le-bol ! », « Nous voulons vivre et travailler au pays » « Gardarem lo Larzac », « Giscard, salaud, le peuple aura ta peau »*, qu'a-t-il fait ? Eh bien, il a préféré changer d'itinéraire et aller manger en cachette. A Villefranche-de-Rouergue, où de nombreux travailleurs du bassin minier de Decazeville étaient présents, Giscard a pu entendre « le cri de la colère » des manifestants.

Ce jour-là aura été l'occasion, pour les travailleurs aveyronnais et les paysans du Larzac de montrer à Giscard qu'ils en ont marre de sa politique au service de la bourgeoisie et du grand capital.

Non ! Ce jour-là, le 16 novembre, les travailleurs aveyronnais et les paysans du Larzac ne se sont pas prêtés à cette mascarade présidentielle

Giscard est passé en Aveyron, il n'y repassera pas de sitôt.

Correspondant HR Rodez.

ARLES

Ça bouge chez les femmes

UN collectif pour le droit réel à la contraception et à l'avortement dont le PCML est partie prenante est créé depuis le mois de mai à Arles. Il a mené sans discontinué une série d'actions et d'intervention sur le marché de la ville, dans le quartier. La pièce de théâtre *Saison de femmes* présentée par le Théâtre de la Carriera, en collaboration avec le collectif, a regroupé près de 300 personnes et un débat fructueux a eu lieu après la pièce.

Samedi 17 novembre le collectif a défilé au son des cymbales et a chanté quelques chansons sur la condition de la femme. Cette manifestation n'est pas passée inaperçue et on en parle encore. Des plaquettes d'information ont été distribuées.

Une délégation du collectif était présente le samedi 24 à Paris criant ensemble *« Un enfant, si je veux, quand je veux »*.

Correspondante HR-Arles

SACLAY

Collecte pour ceux de l'Alsthom

Une collecte de solidarité envers les travailleurs de l'Alsthom en lutte a été réalisée le 22 novembre par les sections CGT, CFDT, CGC, FO du Centre d'études nucléaires de Saclay (Essonne). Le montant de la collecte (8 200 F) sera remis à l'intersyndicale d'Alsthom-Belfort.

Correspondant

Répression anti-ouvrière à grande échelle

DEPUIS quelque temps, les patrons ne lésinent pas sur les moyens pour tenter de faire taire les travailleurs. Chaque jour qui passe apporte sont lot quotidien de répression anti-ouvrière. En voici encore quelques exemples.

CREUSOT-LOIRE : Au Creusot, 8 travailleurs dont 3 délégués CGT sont menacés de licenciement pour « fait de séquestration ». Le 21 novembre, les travailleurs avaient occupé le bureau de deux responsables des affaires sociales et les avaient retenus jusqu'à minuit en tentant d'obtenir une discussion sur les revendications.

A ROUEN : Des travailleurs sociaux ont été agressés par les CRS alors qu'ils étaient venus soutenir une délégation à la direction de l'action sanitaire et sociale, même chose à Paris à l'ANPE.

A RENNES : Ce sont les gardes-mobiles qui ont attaqué un groupe de travailleurs handicapés venus appuyer une délégation à la direction du travail.

A PARIS : Des employés ont été agressés par des flics alors qu'ils réclamaient le chauffage des locaux.

BESANÇON

Institut chimique fermé

LES capitalistes trouvent qu'il y a trop d'ingénieurs chimistes dans notre pays. Aussi restructurent-ils les instituts les formant. Après avoir fermé celui de Caen, ils ont pris la décision de fermer celui de Besançon. A qui le tour ?

POITOU-CHARENTES

Le thermomètre du chômage explose

AU 30 septembre 1979, il y avait 43 872 chômeurs et chômeuses dans la région Poitou-Charentes. Au 31 octobre, il y en a eu 45 337, un record absolu. Le taux de chômage est de 7,74 % de la population active contre 6,8 % au niveau national. Un record dont on se passerait bien.

TOURCOING
LE BANQUET DE LA LYRE
DES TRAVAILLEURS

C'EST QUAND ?
– Le samedi 8 décembre 1979. On prendra l'apéritif vers 19 heures. Mais il faudra réserver toute sa soirée.

C'EST OU ?
– Salle polyvalente, rue Lazare Garreau à Lille-Sud, en face de la mairie annexe.

ON FERA QUOI ?
– On mangera, on boira, on chantera, on dansera, on se racontera des histoires, ... et bien sûr, la Lyre présentera son nouveau spectacle.

ON MANGERA QUOI ?
– Du couscous, de la pâtisserie italienne, café, liqueur, le vin est du Boulaouane (c'est du vin marocain).

C'EST QUOI LE NOUVEAU SPECTACLE DE LA LYRE ?
– C'est une surprise.

EST-CE QU'IL FAUT PAYER ?
– Oui, 30 francs pour la participation aux frais. Mais vos enfants de moins de 10 ans ne paieront que dix francs. On pourra payer sur place mais il vaut mieux payer avant. L'apéritif est compris mais un seul. On pourra en prendre un second mais en payant (3 ou 4 F).

EST-CE QU'IL FAUT RETENIR SA PLACE ?
– Oui, avant le 1er décembre pour prévoir le nombre de repas. On prévient soit en écrivant à :
La Lyre des travailleurs
54, rue Verte
59000 – Tourcoing
Soit en contactant l'un des choristes.

MANIFESTATION LILLE (NORD)
Contre les lois racistes Barre-Bonnet
MERCREDI 28 NOVEMBRE
à 18 heures
Place de la gare à Lille
A l'appel du collectif lillois contre le racisme et soutenu par le collectif roubaisien contre les lois racistes Barre-Bonnet.

Le numéro de téléphone de l'Humanité rouge
205 51 10

Prenez contact avec le
Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge
Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 – 75926 Paris cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10
Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Depôt légal 4e trimestre 1979

LESQUIN (NORD)

«Il ne faut jamais croire les patrons»

Interview de la section CFDT de Thomson

Thomson-Brandt, 178 sociétés : électro-ménager, éclairage, armement, matériel médical, électronique, informatique... 39 827 salariés, des usines un peu partout en France. Derrière, le groupe financier Paribas ; dans les conseils d'administration, une famille bien représentée : Giscard d'Estaing.

Dans ce groupe comme dans d'autres, ça restructure : à l'usine de Lesquin, aux yeux des patrons, il y aurait 400 travailleurs de trop.

Sur les salaires, les conditions de travail, les ouvriers se sont battus... et heurtés à l'intransigeance patronale. Maigre résultat, mais *« malgré les apparences, le mouvement de masse a progressé à la Thomson-Lesquin »*.

— Q : Pouvez-vous me dire ce qui s'est passé à la Thomson depuis les luttes du printemps dernier ? (Voir HR No 1 041 du 1er mars 1979).

— Les difficultés des travailleurs n'ont pas cessé. Le 12 juillet dernier, juste avant les congés, Boulin a autorisé les 221 licenciements demandés par la Thomson. D'ailleurs, la ligne suivie par la direction est claire : alors que nous sommes à l'heure actuelle 2 058 salariés à l'intérieur de l'usine, il n'en est plus prévu que 1 681 en 1981. Il y a donc aux yeux des patrons 400 personnes « en trop » à l'usine de Lesquin. Bien entendu, la direction dit qu'il n'y aura plus de licenciements ; elle parle « d'évaporation naturelle ». Quelle belle image !

— Q : J'ai entendu parler d'une grève d'un atelier particulier de l'usine. Quelles sont les revendications de ces travailleurs ?

— En effet, depuis les licenciements, la production n'a pratiquement pas baissé et il ne faut pas oublier que les patrons ont mis 300 personnes dehors ! Alors comment font-ils ? Eh bien, ils répartissent tout le travail sur les autres. Et les gars de l'atelier de formage plastique * en ont eu marre de travailler autant pour être payés si peu. Trop c'est trop ; ils se sont mis en grève le 5 octobre. Ils voulaient des augmentations de salaire et des améliorations des conditions de travail. Ils ont tout de suite été soutenus par la CGT et la CFDT qui ont alors présenté une plateforme revendicative pour tous les travailleurs de l'usine : nous demandons des augmentations de salaire, par exemple 2 700 F pour un OS2 3e taux. Il faut savoir que, depuis 1978, le pouvoir d'achat des travailleurs de Thomson a baissé. Nous demandons aussi des améliorations dans les conditions de travail et une réduction du temps de travail : 4 h en moins par semaine pour le même salaire, le paiement des ponts, 1 h d'information syndicale payée.

— Q : Pouvez-vous faire un bref historique de ce conflit ?

— Oh ! C'est pas très compliqué et c'est le coup classique. Ici, nous avons un « directeur de choc ». Le Pape qu'il s'appelle. Dès le début, il oppose une intransigeance butée en posant la reprise du travail comme préalable à toute négociation. Après quatre jours de grève, l'intersyndicale décide de faire un geste et de suspendre la grève le 11 octobre. Et c'est justement ce jour-là que choisit Le Pape pour lock-outer tout le monde. Alors là, on n'a rien compris, si ce n'est qu'il ne faut jamais croire les patrons. Aussitôt les travailleurs du plastique se sont remis en grève. Alors c'est le refrain têtu de Le Pape : pas de négociations sans reprise du travail. Tout ce que la direction lâchera c'est 0,8 % d'augmentation : dérisoire !

Finalement, pour faire un geste, sur la promesse expresse du directeur d'entamer de véritables négociations, les ouvriers du plastique ont repris le vendredi 19 et l'ensemble du personnel le 22. La CGT seule a bien essayé d'appeler à la grève de tout le personnel ce jour-là mais ça n'a pas été possible. Toutefois la direction s'emparera de ce fait pour refuser à nouveau toute négociation.

— Q : N'est-ce pas un peu décourageant pour les travailleurs ? Ne le ressentent-ils pas comme un échec ?

— Avec 0,8 % d'augmentation, les travailleurs de Thomson ont le sentiment très net de n'avoir rien eu et de s'être fait mener en bâteau par leur patron. Mais il fallait débloquer la situation : on ne pouvait continuer à occuper avec une poignée de militants et avec tous les travailleurs chez eux. En AG, c'est eux qui ont décidé la reprise.

Mais ce conflit a de nombreux aspects positifs ; la duplicité a été mise en évidence, nous découvrons le vrai visage du patronat qui ne cède plus rien ; jamais les syndicats CGT et CFDT n'ont été aussi unis dans la lutte ; la reprise n'est pas un désavœu des organisations syndicales par les travailleurs, au contraire ; depuis nous avons organisé un vote de confiance vis-à-vis de ces organisations et les résultats ont été largement positifs : 700 personnes soutiennent l'action des syndicats, 96 sont contre, 40 nuls.

Avec un peu de recul, on s'aperçoit que la direction avait décidé de frapper fort (lock-out) afin de diviser le personnel. Elle n'y est pas parvenue, au contraire, les formes de lutte ont été assez dures, et ce n'est pour l'instant qu'une pause. Les travailleurs font confiance à leurs organisations syndicales, ils ont pris conscience qu'il fallait être unis pour être plus forts que les patrons : malgré les apparences le mouvement de masse a progressé à la Thomson de Lesquin. Cela est très encourageant pour l'avenir.

* C'est l'atelier où sont fabriqués les cuves et les contreportes de réfrigérateurs et de congélateurs.

Correspondant HR

Thomson-Brandt, un groupe capitaliste

Thomson-Brandt appartient au groupe financier Paribas. En effet, Paribas, par l'intermédiaire de l'Omnium de participations financières et industrielles (OPFI) qu'il contrôle à 64 %, possède 8,3 % du groupe Thomson-Brandt. Cela peut paraitre peu important comme pourcentage mais il faut savoir que c'est la plus grosse participation extérieure à Thomson-Brandt et que cela suffit à faire dépendre Thomson-Brandt de Paribas. Notons simplement que des administrateurs de Paribas siègent au conseil d'administration du groupe Thomson-Brandt.

La famille Giscard d'Estaing est représentée aussi au niveau des conseils d'administration de LMT, LTT et Ericsson-France qui sont des sociétés appartenant à Thomson-Brandt.

Thomson-Brandt dirige 178 sociétés dans de très nombreux secteurs : équipement électro-ménager, éclairage, armement, matériel médical, mais aussi informatique et électronique avec Thomson-CSF. Thomson-Brandt c'est Hotchkiss, Continental-Edison pour ne citer que quelques marques.

Ce groupe emploie 39 827 salariés : 10 858 pour la société mère Thomson-Brandt, 28 969 pour Thomson-CSF. La société mère a des usines à Asnières, Clichy, Courbevoie, Louvres, Paris-Saint-Denis, Bohain, Chauny, Fumay, Nevers, Angers. La Ferté-Saint-Aubin, Moulins-Yseure.

Thomson-CSF à Bagneux, Colombes, Gennevilliers, Issy-les-Moulineaux, Levallois-Perret, Malakoff, Meudon, Orsay, Sartrouville, Vélizy, Brest, Cherbourg, Cholet, Fleury-les-Aubrais, Laval, Cagnes-sur-Mer, Toulouse.

... qui se porte bien

L'édition du 16 août 1979 de la *Nouvelle République* (journal régional du centre de la France) indique : « *Malgré des difficultés... le groupe Thomson a réalisé pour le premier semestre 1979 un chiffre d'affaires de 13 313 millions de francs contre 10 494 millions de francs pour le premier semestre 1978, soit une augmentation de 26,8 %* ». Vous avez bien lu : 13 313 millions, c'est-à-dire 1 331 milliards 300 millions d'anciens francs. Rien qu'à l'usine de Lesquin, il va y avoir 5 milliards et demi d'investissement. Oui, vraiment le groupe doit se saigner aux quatre veines pour verser 0,8 % d'augmentation à la seule usine de Lesquin !

Sources : Dictionnaire des groupes industriels et financiers en France, Seuil.

Manifestation des Thomson dans la région parisienne.